



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **PRÉPARATION ET SUIVI DES BUDGETS**

**(direction du budget, 1960-1987)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Ministère de l'économie et des finances.....	7
Secrétariat d'État à la consommation.....	9
Ministère de la justice.....	10
Premier ministre.....	11
Légion d'honneur.....	12
Ordre de la libération.....	13
Monnaies et Médailles.....	13
Imprimerie nationale.....	13
Journaux officiels.....	14

**Référence**

B-0077722/1 - B-0077779/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Préparation et suivi des budgets

**Dates extrêmes**

1960-1987

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 3A (pouvoirs publics)

**Importance matérielle**

58 boîtes soit 7,35 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements du 1<sup>er</sup> octobre 1987 portant les références PH 127/87 et PH 128/87.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées,

dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Évaluation, tris et éliminations.**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Ces archives ont été classées de manière thématique

### **Présentation du contenu**

Ces archives concernent la préparation des budgets de certains ministères et des budgets annexes d'organismes qui en dépendent. On y trouve des dossiers sur les perspectives budgétaires, la tenue des conférences budgétaires (discussions entre la direction du budget et

les ministères permettant d'identifier les points d'accord ou de désaccord sur le budget en préparation), la mise en place des lois de finances rectificatives (appelées aussi collectif budgétaire), la gestion des fonds de concours (recettes non fiscales se définissant comme des fonds versés par des personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, afin de contribuer à des dépenses d'intérêt public).

Enfin, des dossiers thématiques concernant essentiellement des opérations ponctuelles liées à ces budgets sont présents dans ce fonds.

### **Sources complémentaires**

B-0008505 à B-0008570 : préparation des lois de finances et travaux budgétaires pour la période 1960-1970 (1953-1969)

B-0041956 à B-0042084 : préparation des lois de finances (1887-1977)

B-0051888 à B-0051895 : élaboration des lois de finances initiales et rectificatives (1975-1985)

Z-0006549 à Z-0006562 : budgets environnement, aménagement du territoire, logement, urbanisme (1973-1984)

Z-0006563 à Z-0006568 : budgets environnement, aménagement du territoire (1980-1984)

Z-0008441 à Z-0008554 : travaux budgétaires (1946-1987)

### **Indexation**

Administration centrale

Préparation budgétaire

**B-0077722/1 - B-0077745/2**

Ministère de l'économie et des finances.

1960-1986

**B-0077722/1 - B-0077724/3**

Perspectives.

1983-1987

**B-0077722/1 - B-0077722/2**

1983

**B-0077723/1, B-0077723/2, B-0077724/1**

1984

**B-0077724/2**

1985

**B-0077724/3**

1987

**B-0077725/1 - B-0077736/1**

Conférences budgétaires.

1982-1984

**B-0077725/1**

1982

**B-0077725/2**

1983

**B-0077726/1, B-0077727/1, B-0077728/1**

1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> phase.

1983

**B-0077729/1**

Mesures acquises.

1983

**B-0077729/2 – B-0077730/1, B-0077732/1 – B-0077735/1**

Mesures nouvelles.

1983-1984

**B-0077729/2 - B-0077730/1**

1983

**B-0077732/1 - B-0077735/1**

1984

**B-0077736/1**

Conférences budgétaires (1984-1985), mesures acquises, mesures nouvelles (1984).

1984-1985

**B-0077731/1**

Service de l'Expansion économique à l'étranger, 2<sup>e</sup> phase.

1983

**B-0077737/1 - B-0077738/1**

Loi de finances rectificative.

1982-1983

**B-0077737/1, B-0077737/2, B-0077737/3**

1982

**B-0077738/1**

1983

**B-0077738/2 – B-0077738/3**

Dossiers fonds de concours.

1981-1984

<b>B-0077738/2</b>	Textes de base.	1981
<b>B-0077738/3</b>	Gestion.	1984
<b>B-0077739/1 – B-0077745/2</b>	Dossiers thématiques.	1960-1986
<b>B-0077739/1</b>	Cabinets ministériels : dossiers de principe.	1960-1963
<b>B-0077739/2</b>	Incidences budgétaires des modifications apportées à la composition du gouvernement (décret du 27 août 1976).	1976-1977
<b>B-0077739/3</b>	Cabinet ministériel.	1978
<b>B-0077740/1 – B-0077740/2</b>	Économies budgétaires.	1980
<b>B-0077740/1</b>	Conférences « économies ».	1980
<b>B-0077740/2</b>	Réunions au cabinet et chez le ministre.	Mars-avril 1980
<b>B-0077741/1</b>	Suivi des projets informatiques.	1980-1983
<b>B-0077741/2</b>	Union des groupements d'achats publics (UGAP) : compétences, organisation, référé de la Cour des Comptes.	1981-1984
<b>B-0077742/1</b>	Préparation d'un décret relatif aux Chambres régionales des comptes.	1981-1982
<b>B-0077743/1</b>	Projet de loi sur les Chambres régionales des comptes (effectifs, équipements).	1981-1983
<b>B-0077743/2</b>	Aide à la presse (AFP).	1983
<b>B-0077744/1</b>	Économies et régulations budgétaires.	1983
<b>B-0077744/2</b>	Économies.	1984



<b>B-0077744/3</b>	Dotations des Cabinets.	1984
<b>B-0077744/4</b>	Commission de coordination de la documentation administrative.	1985
<b>B-0077744/5</b>	Note sur la structure des administrations centrales.	1986
<b>B-0077745/1- B-0077745/2</b>	Approbation du compte financier du Centre français du commerce extérieur (CFCE).	1979-1985
<b>B-0077745/1</b>	1979-1981	
<b>B-0077745/2</b>	1983-1985	
<b>B-0077746/1 - B-0077748/4</b>	Secrétariat d'État à la consommation.	1982-1985
<b>B-0077746/1 – B-0077747/1</b>	Préparation du budget.	1982-1984
<b>B-0077746/1</b>	Perspectives.	1984
<b>B-0077746/2</b>	Conférences budgétaires, 2 <sup>e</sup> phase.	1982-1983
<b>B-0077747/1</b>	Conférences budgétaires.	1983-1984
<b>B-0077748/1 – B-0077748/4</b>	Dossiers thématiques.	1982-1985
<b>B-0077748/1</b>	Opérations vacances, campagnes d'information, installation du ministère.	1982-1983
<b>B-0077748/2</b>	Rapport de la Cour des Comptes.	1983
<b>B-0077748/3</b>	Note sur la mise en place d'un emploi de sous-directeur à la DGCCRF.	1984
<b>B-0077748/4</b>	Économies budgétaires liées à la fusion de la direction générale de la concurrence et de la consommation et de la direction de la consommation et de la répression des fraudes.	1985

**B-0077749/1 - B-0077762/6**

Ministère de la justice : préparation du budget et conférences budgétaires

1983-1986

**B-0077749/1 - B-0077750/1**

Perspectives.

1983-1985

**B-0077749/1**

1983

**B-0077749/2**

1984

**B-0077750/1**

1985

**B-0077756/3 - B-0077756/5**

Mesures acquises.

1984-1985

**B-0077756/3**

1984

**B-0077756/4 - B-0077756/5**

1985

**B-0077751/1 - B-0077752/3, B-0077757/2 - B-0077759/1 - B-0077760/2**

Mesures nouvelles.

1983-1986

**B-0077751/1, B-0077751/2, B-0077751/3, B-0077752/1, B-0077752/2, B-0077752/3**

1983

**B-0077757/2 - B-0077757/3**

1984

**B-0077758/1, B-0077758/2, B-0077758/3**

1985

**B-0077759/1, B-0077760/1, B-0077760/2**

1986

**B-0077754/1**

Mesures acquises, mesures nouvelles.

1985

**B-0077755/1**

Conférences budgétaires : 2<sup>e</sup> phase.

1983

**B-0077756/1 - B-0077756/2**

Conférences budgétaires.

1984-1985

**B-0077756/1**

1984

**B-0077756/2**

1985

**B-0077761/1 - B-0077761/3**

Collectif budgétaire : loi de finance rectificative.

1980-1985

**B-0077761/1**

1980

**B-0077761/2**

1983-1984

<b>B-0077761/3</b>	
1985	
<b>B-0077762/1 – B-0077762/6</b>	
Dossiers thématiques.	1977-1986
<b>B-0077762/1</b>	
Administration pénitentiaire.	1977-1982
<b>B-0077762/2</b>	
Évolution du budget, bilan et perspectives.	1981
<b>B-0077762/3</b>	
Attribution d'un poste d'administrateur civil au titre de la réserve d'emplois au ministère de la justice.	1982-1985
<b>B-0077762/4</b>	
Notes de synthèse Projet de loi de finances.	1983
<b>B-0077762/5</b>	
Centres de reconduite aux frontières des étrangers en situation irrégulière.	1984
<b>B-0077762/6</b>	
Projet de décret portant suppression et création d'emplois.	1986
<b>B-0077763/1 - B-0077767/3</b>	
Premier ministre.	1982-1987
<b>B-0077763/1 – B-0077766/2</b>	
Services généraux.	1982-1985
<b>B-0077763/1 – B-0077766/1</b>	
Dépenses de Matignon.	1983-1985
<b>B-0077763/1 - B-0077763/2</b>	
Perspectives.	1983-1984
<b>B-0077763/1</b>	
1983	
<b>B-0077763/2</b>	
1984	
<b>B-0077764/1 - B-0077764/3</b>	
Conférences budgétaires : 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> phase.	1984-1985
<b>B-0077764/1</b>	
1984	
<b>B-0077764/2 - B-0077764/3</b>	
1985	
<b>B-0077765/1 - B-0077765/5</b>	
Collectif budgétaire : loi de finance rectificative.	1983-1985

<b>B-0077765/1</b>	
1983	
<b>B-0077765/2, B-0077765/3, B-0077765/4</b>	
1984	
<b>B-0077765/5</b>	
1985	
<b>B-0077766/1</b>	
Dossiers thématiques : gestion des publications administratives.	1982
<b>B-0077766/2</b>	
Délégation à la condition féminine, préparation du budget, conférences budgétaires : 1ère phase (1984) ; perspectives (1986).	1984-1986
<b>B-0077767/1</b>	
Secrétariat général de la Défense Nationale, préparation du budget : conférences budgétaires (1984) ; perspectives (1987) ; arrêtés de répartition (1984).	1984-1987
<b>B-0077767/2</b>	
Conseil économique et social, préparation du budget, conférences budgétaires : 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> phase.	1985
<b>B-0077767/3</b>	
Commissariat général du plan, préparation du budget.	1985
<b>B-0077768/1 - B-0077770/6</b>	
Légion d'honneur.	1980-1987
<b>B-0077768/1 - B-0077770/4</b>	
Préparation du budget	1983-1987
<b>B-0077768/1</b>	
Conférences budgétaires : 1 <sup>ère</sup> phase.	1983
<b>B-0077769/1 - B-0077769/2</b>	
Conférences budgétaires.	1984
<b>B-0077770/1 - B-0077770/2</b>	
Conférences budgétaires : 2 <sup>e</sup> phase	1984
<b>B-0077770/3</b>	
Perspectives.	1987
<b>B-0077770/4</b>	
Conférences budgétaires : 1 <sup>ère</sup> phase.	1987
<b>B-0077770/5</b>	
Collectif : loi de finance rectificative.	1982
<b>B-0077770/6</b>	
Restauration des façades de la maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis.	

	1980
<b>B-0077770/7</b>	
Ordre de la libération : préparation du budget.	
	1985
<b>B-0077771/1 - B-0077775/1</b>	
Monnaies et Médailles.	
	1968-1984
<b>B-0077771/1 – B-0077773/3</b>	
Préparation du budget.	
	1974-1984
<b>B-0077771/1</b>	
Perspectives.	
	1974-1976
<b>B-0077772/1</b>	
Conférences budgétaires : 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> phase.	
	1983
<b>B-0077773/1</b>	
Conférences budgétaires.	
	1984
<b>B-0077773/2</b>	
Collectif budgétaire : loi de finance rectificative.	
	1968-1978
<b>B-0077773/3</b>	
Dossiers fonds de concours : ouvertures de crédit en cours d'année.	
	1970-1978
<b>B-0077774/1 – B-0077775/1</b>	
Dossiers thématiques.	
	1973-1979
<b>B-0077774/1</b>	
Dossiers officiels Budget.	
	1973-1978
<b>B-0077775/1</b>	
Situations des personnels (1974-1979) ; aménagement du Quai Conti, nouvelle usine monétaire (1976-1979).	
	1974-1979
<b>B-0077776/1 - B-0077777/4</b>	
Imprimerie nationale.	
	1983-1987
<b>B-0077776/1 - B-0077777/2</b>	
Préparation du budget : conférences budgétaires.	
	1983-1987
<b>B-0077776/1</b>	
1983	
<b>B-0077777/1</b>	
1984	
<b>B-0077777/2</b>	
1987	
<b>B-0077777/3</b>	
Collectif budgétaire : loi de finances rectificative.	
	1984

**B-0077777/4**

Statuts.

1984

**B-0077778/1 – B-0077779/1**

Journaux officiels. - Préparation du budget : perspectives ; conférences budgétaires.

1981-1985

**B-0077778/1**

1981

**B-0077779/1**

1983-1985